

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 36 - VENDREDI 29 MAI 2009

## L'Empire d'Occident

*« Il n'est pas bon d'avoir plusieurs maîtres ; n'en ayons qu'un seul ;  
Qu'un seul soit le maître, qu'un seul soit le roi. »*

**B**alladur l'avait rêvé (1), le Parlement européen l'a voté. A quelques mois des élections européennes, une petite perle de résolution (2) a été votée dans l'hémicycle bruxellois le 26 mars 2009, révélant l'imaginaire de nos parlementaires. C'est Jean-Luc Mélenchon qui l'évoquait, le 21 avril dernier sur BFM TV, à savoir l'existence d'un projet de « *grand marché transatlantique dérégulé, sans droits de douane et sans barrières à la circulation des capitaux et des marchandises* », voté par le Parlement européen, socialistes inclus » et ajoutons les Verts, dans la plus grande discrétion. « *Nous sommes entraînés, à la date de 2015, annonce le sénateur de l'Essonne, dans une aventure où nous ne formerons plus qu'un ensemble économique et social avec les Etats-Unis, et personne n'en parle une seconde où que ce soit* ». Balivernes ou complot ? Rien de vraiment nouveau dans cette résolution si ce n'est la reprise de lieux communs vieux de 60 ans sur nos relations « privilégiées » c'est-à-dire vassales, avec les Etats-Unis. Cette vassalisation est inscrite dans les fondements de l'Europe depuis le Plan Marshall, son inspirateur initial, en passant par la CED en 1950-1954, puis par les projets des trois blocs (Etats-Unis, Europe, Japon) de la Trilatérale en 1973-1974. Et en 1992-1993, lors des négociations du GATT, le commissaire Sir Leon Brittan négociait secrètement avec les Etats-Unis un projet qui aboutissait à un « bloc transatlantique ».

Le plus surprenant, c'est que cette persistance dans la soumission arrive en pleine crise du système, révélant le désarroi total de nos parlementaires incapables de sortir de leur schéma de pensée stéréotypé, se réfugiant dans les pulsions conformistes pour un American Dream qui n'a plus cours depuis un certain temps déjà... hors des enceintes bruxelloises. Il est intéressant de remarquer qu'à ce jeu, les Etats-Unis sont plus imaginatifs que nous puisque Brzezinski, conseiller d'Obama, dans un article le 13 janvier 2009 (3), envisage la création d'une sorte de G2 Etats-Unis/Chine... sans l'Europe, montrant à défaut d'autre chose qu'ils sont toujours capables d'un certain pragmatisme, absent de ce côté-là de l'Atlantique.

Ah, qu'il est loin le temps où un de Gaulle pouvait tranquillement retirer la France du commandement intégré de l'OTAN, et imaginer d'autres types de relations que vassales avec les Etats-Unis. A quand l'Europe capable de se penser elle-même, indépendante et actrice d'un monde multipolaire ? Après avoir commencé par la Boétie (4) nous finirons par lui en espérant que cette petite phrase parvienne à l'oreille de nos parlementaires : « *Soyez résolu à ne plus servir, et vous voilà libres.* »

● JULIEN ALAPETITE

(1) *Pour une Union occidentale entre l'Europe et les Etats-Unis* (Fayard, novembre 2007)

(2) Résolution P6\_TA (2009), voir aussi article dans *Politis* n° 1053

(3) <http://www.ft.com/cms/s/0/d99369b8-e178-11dd-afa0-0000779fd2ac.html>

(4) *Discours de la servitude volontaire*. Etienne de La Boétie

### LE MERLE MOQUEUR

Pline disait à Trajan : « Tu nous gouvernes, et nous t'obéissons, mais comme nous obéissons aux lois. » *Regimur quidem a te et subjecti tibi, sed quemadmodum legibus sumus.*

Trajan recevait ces principes comme l'éloge le plus flatteur ; nos ministres d'aujourd'hui font brûler les livres qui les contiennent, et enferment les auteurs, quand ils les connaissent. ●

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ [Les communistes unitaires en AG](#)

→ [Quelques points à éclaircir – Suite](#)

→ [Communiste et libertaire : c'est possible ?](#)

→ [Sécuritaire = danger](#)

## **Logique sécuritaire : un degré de plus**

**La rhétorique du sécuritaire vient de nouveau d'être convoquée par Nicolas Sarkozy pour activer un débat électoral à la peine. La stratégie est ancienne et connue. Mais l'offensive est profonde et durable : car elle s'accompagne d'une succession de réformes mettant en cause fondamentalement l'Etat de droit, et une série de pratiques judiciaires et policières toujours plus discutables. Pour autant, qu'est-ce que la gauche, socialiste ou radicale, a à proposer face à cette offensive ? Le retour aux vieilles lunes républicaines et l'indignation ne suffiront pas pour résister à cette lame de fond.**

**C**onjoncturellement, pour la campagne électorale des européennes, la droite a une nouvelle fois mobilisé le discours sécuritaire pour regonfler son électorat. Ces dernières semaines furent un festival de rodomontades et de passages à l'acte. Deux enfants sont arrêtés à la sortie de l'école ; un homme est jugé pour avoir dit « Sarkozy, je t'ai vu », un autre a été condamné pour avoir osé retourner à l'envoyeur « Casse-toi pov'con » (1). On annonce à grands frais l'installation de portiques de sécurité aux entrées des écoles tandis que les effectifs de police seraient renforcés et habilités à intervenir dans l'enceinte scolaire. La

procédure du plaider coupable devrait être introduite, rompant avec le système judiciaire français de la charge de la preuve. Un cadre de TF1 est licencié pour avoir écrit à sa députée son opposition au projet de loi Hadopi, lettre transmise par le ministère de la culture

### **Les gardes à vue explosent au point qu'un Français sur 100 y est passé l'an dernier.**

à la direction de télé Bouygues. La loi Hadopi elle-même introduit le système de contrôle généralisé des ordinateurs. Ces quelques mesures récentes – liste non exhaustive – s'inscrivent dans une réalité plus vaste encore. Les fournis-

seurs d'accès à Internet doivent désormais conserver trace de tout échange d'e-mails pendant deux ans, Julien Coupat a été détenu près de 7 mois sans preuve, un éditeur a été entendu par la police pour avoir publié « L'insurrection qui vient » ; quatre éditeurs ont été placés en garde à vue pour avoir distribué un tract s'intitulant « A qui le tour ? » ; des syndicalistes d'EDF et GDF ont été poursuivis pour avoir coupé le courant ; les gardes à vue explosent (577 816 pour l'année 2008) au point qu'un Français sur 100 y est passé l'an dernier ; le gouvernement entend tripler en deux ans l'installation des caméras sur la voie publique (2) ; les fichiers centralisés se développent et se généralisent et le passe- ●●●

---

(1) La cour d'appel d'Angers a confirmé en mars dernier la peine de 30 euros d'amende avec sursis prononcée par le tribunal correctionnel de Laval pour « offense au chef de l'Etat » à l'encontre de Hervé Eon.

(2) Pétition en ligne contre les caméras vidéos : [www.paris-sans-videosurveillance.fr](http://www.paris-sans-videosurveillance.fr)

●●● port biométrique arrive ; le refus du prélèvement des empreintes génétiques est passible de poursuite (3) et on envisage que les emprunts génétiques puissent être prélevés dès la naissance ; le groupe de rap La Rumeur est toujours aux prises avec la justice ; le budget 2009 du gouvernement prévoit l'arrestation de 5 000 « aidants » de sans-papiers ; les enfants dès 12 ans pourraient être déclarés pénalement responsables ; l'indépendance de la justice est de plus en plus écornée ; on revient sur la parole donnée aux exilés Italiens accueillis en France depuis Mitterrand, pour tenter de les remettre à la justice vengeresse de leurs pays... Comment comprendre cette avalanche ? Est-elle le fait d'un petit président autoritaire ? Sans aucun doute, son action a amplifié un mouvement. Il a bien une responsabilité en propre dans la remise en cause de l'Etat de droit. Mais Sarkozy n'est pas un cas isolé. Son action s'inscrit dans un mouvement que l'on repère à l'échelle internationale, de façon particulièrement dynamique depuis le 11 septembre 2001. Au pays du *Patriot Act*, même un président bien intentionné a du mal à tenir promesse tant cette politique sécuritaire est devenue, non pas temporaire, de circonstance mais structurelle (lire *Cerises* n° 35).

### PASSIVITÉ SOCIALISTE

Sarkozy n'est pas non plus totalement isolé en France. On ne pense pas ici au FN. Mais bien, trois fois hélas, au PS qui depuis 1998 a fait son *aggiornamento*, rompant avec son « angélisme » pour se convertir au sécuritaire. Le PS s'inscrivait lui-même dans une des évolutions de la social-démocratie sous hégémonie sociale-libérale. Par exemple, le 30 septembre 1998, Tony Blair faisait voter en Angleterre la loi sur la prévention de la criminalité et des troubles

à l'ordre public (*Crime and Disorder Act*), qui, entre autres, a abaissé l'âge de la responsabilité pénale à dix ans. Auparavant, il existait une présomption d'irresponsabilité pénale pour les enfants âgés de dix à quatorze ans. Le New Labour tentait aussi de revenir sur la disposition hautement symbolique d'absence de carte d'identité ; il lançait un mouvement de contrôle de l'espace public tel que dix ans plus tard, un Londonien est filmé en moyenne 7 fois dans une seule journée.

En France, en 2001, le PS faisait adopter, avec l'abstention des députés communistes, la loi catastrophique sur la sécurité quotidienne qui autorisait la fouille des voitures, étendait la lecture des courriers numériques et créait le délit d'occupations des halls d'immeubles.

### Aujourd'hui encore, le président du conseil général de l'Isère, socialiste, est le premier à dire « chiche » aux portiques à l'entrée des collèges.

A la suite d'un rapport de Julien Dray, le gouvernement Jospin faisait voter, en mars 2002, une version régressive de la loi sur la présomption d'innocence que les élus socialistes avaient pourtant âprement défendu deux ans auparavant... Aujourd'hui encore, le président du conseil général de l'Isère, socialiste, est le premier à dire « chiche » aux portiques à l'entrée des collèges. La municipalité parisienne valide le plan de la préfecture pour l'installation de 1 000 caméras dans l'espace public de la capitale. Quand on s'interroge sur les passerelles idéologiques qui ont permis les ralliements au sarkozysme d'éminents socialistes, gageons que l'intégration de la logique sécuritaire était sine qua non. Pour trouver du crédit sur le terrain de la défense des libertés, le PS devra faire beaucoup plus que de ponctuelles indignations et partielles émotions. L'échec

de sa récente initiative en faveur des libertés lors une journée au Zénith de Paris, dit bien le caractère subalterne de ce combat dans l'idéologie socialiste.

### LA GAUCHE RADICALE EN PANNE DE RÉPONSE

Est-ce que pour autant la gauche radicale est au point ? Poser la question c'est y répondre. Non qu'elle accepte ces évolutions. Mais à défaut de proposer une analyse fondée de cette logique, elle ne peut pas guère faire mieux que protester, accompagnant les associations de défense des libertés. C'est très insuffisant. Quand la folie sécuritaire gagne à ce point du terrain, il faut absolument mesurer l'ampleur des champs exposés, et mettre à nu ses soubassements. *Regards* vient de publier (n°62 actuellement en kiosque, [www.regards.fr](http://www.regards.fr)) une compilation d'articles parus dans le magazine depuis 2001, qui permet d'y voir un peu plus claire. Une visite des sites centrée sur les enjeux de protection des libertés publiques et individuelles nous éclaire également (lire encadré page suivante).

### UNE SOCIÉTÉ DE SURVEILLANCE

A coté des classiques intimidations et pressions policières, censures et autres procès contre les syndicalistes, il faut remarquer la montée en puissance de la surveillance. Dans une journée ordinaire de vie urbaine, chacun de nous est « tracé » au moins une dizaine de fois. Sommes-nous en train de quitter doucement le terrain de la démocratie pour entrer dans une société de surveillance comme le suggère le rapport annuel de la LDH ? Elle y dresse « un tableau inquiétant de la situation en France, où le recul des libertés menace la vie privée, l'action militante, le travail social, les associations de défense des droits... » (4). Les mobilisations autour d'Internet, de la protection de la ●●●

(3) [refusadn.free.fr](http://refusadn.free.fr)

(4) Une société de surveillance ?, La Découverte, Jean-Pierre Dubois, président de la LDH, et Agnès Tricoire, membre du Bureau national de la LDH, 10 euros.

●●● vie privée, contre la généralisation des fichiers, des caméras, des puces RFID est devenu une des dimensions essentielles du combat pour les libertés.

### TRIPTYQUE SÉCURITAIRE

Pour justifier tout cet arsenal, trois motifs sont tour à tour sollicités : lutte contre l'insécurité, contre l'immigration, le terrorisme. Chacun de ces termes a son importance. Le terrorisme ou plutôt l'antiterrorisme est une formidable justification pour débusquer l'ennemi de l'intérieur : le gauchiste (l'ultra-gauchiste pour faire plus peur), l'islamiste, le jeune-de-banlieue.

La lutte contre l'immigration : toujours loger au cœur de chacun la peur de l'autre, de la différence. La lutte contre l'immigration s'accompagne désormais officiellement de la définition de

l'identité nationale. La normativité et l'étroitesse s'érigent en principe culturel. Quand plus personne ne croit que le Sud sortira du sous-développement et de la misère, se protéger de ses migrants et de sa potentielle violence devient stratégique.

La lutte contre l'insécurité enfin avec, au plus haut point, la protection de la propriété privée et l'exacerbation des peurs quotidiennes. Là encore, s'installe l'idée d'une montée inéluctable du

**On ne peut pas manquer d'observer que le contrôle généralisé gagne en acceptation quand tous les systèmes de régulation de la société volent en éclats.**

nombre de pauvres : les contenir, les contrôler, quadriller leurs lieux de vie... devient en soit un objectif politique pour l'Etat. L'insécurité sociale devient l'horizon. Sa seule prévention, une politique

de cantonnement.

Une partie de la gauche de gauche, disons de tradition républicaine, exige le retour à une justice indépendante, à une police républicaine. Une partie de la gauche radicale, disons de tradition sociale, réclame pour lutter contre la montée des violences, une politique davantage redistributive : plus de protection sociale, d'égalité territoriale, d'égalité tout court.

Ces deux traditions ont bien sûr raison.

Mais, selon moi elles passent en partie à côté de la question. Pourquoi une telle ampleur, une telle place de la coercition dans tous les dispositifs de pouvoir ? Notons aussi que si Sarkozy affirme

la voie sécuritaire, il tente aussi de réveiller la puissance d'ordre des religions, de la famille, des syndicats... On ne peut pas manquer d'observer que le contrôle généralisé gagne en acceptation quand tous les systèmes de régulation de la société volent en éclats : puissance intégratrice de l'école, du travail, de la famille, de la religion, du communisme, du syndicalisme, du journal télévisé et du roman national... La réponse sécuritaire est aujourd'hui la seule disponible pour contenir les tensions de toute société, avivée par le libéralisme. Le discours antisécuritaire ne peut pas déserrer une réflexion plus profonde sur la manière de faire tenir une société. Cela passe par une rénovation de la politique de la démocratie pour élaborer d'autres normes sociales et d'autres modèles sociaux. Un retour au passé (la République, l'École, etc.) ou la seule remise en cause du libéralisme ne suffiront pas.

### ● CATHERINE TRICOT

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
**contact.cerises@gmail.com**  
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin, Roger Martelli,  
Catherine Tricot, Amaud Viviant,  
Julien Alapetite

### QUELQUES ASSOCIATIONS ET LEURS SITES

● La Ligue des droits de l'homme : [ldh-france.org](http://ldh-france.org)

● Le collectif George Orwell contre la biométrie anime un site d'information sur l'invasion du contrôle biométrique <http://1984.overblog.com>

● Panoptique : site contre le contrôle social en liaison avec les nouvelles technologies (biométrie, fichage ADN, vidéo-surveillance et contre l'enfermement et la criminalisation de la jeunesse : des textes, des tracts, des introductions pour des soirées...) <http://panoptique.boum.or>

● Association « Souriez vous êtes filmés » contre les caméras de surveillance dans l'espace public [www.souriez.info](http://www.souriez.info)

● Le site de la Fédération informatique et liberté (à ne pas confondre avec la CNIL, commission nationale informatique et liberté) : [vie-privee.org](http://vie-privee.org) et sa revue de presse : [actus\\_1@vie-privee.org](mailto:actus_1@vie-privee.org)

● La Ligue ODEBI se donne comme mission d'influencer les lois et législations

autour d'Internet dans le seul objectif de protéger les droits fondamentaux des internautes. [www.odebi.org](http://www.odebi.org)

● « *Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit...* » Article 8 de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme. Exergue du site [www.anonymat.org](http://www.anonymat.org)

● Des professionnels de l'enfance et de la famille, des citoyens se sont levés pour défendre ensemble une conception globale de la prévention dans le domaine psychologique : non prédictive, prévenante, humanisante et efficace. Ils ont lancé un mouvement de protestation avec une pétition qui a obtenu plus de 200 000 signatures faisant reculer le gouvernement : il n'y aura pas de dépistage des enfants turbulents avant 3 ans dans le cadre de la loi sur la prévention de la délinquance. Leur site, toujours actif : <http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/>

## Le point de vue d'Écologie solidaire sur la recomposition de la gauche de gauche

**Écologie solidaire, regroupement d'écologistes de gauche animé notamment par Martine Billard, vient de présenter ses réflexions sur la recomposition de la gauche de gauche dans une « déclaration à propos de la Fédération ». En voici le texte intégral, pour nourrir un débat qui s'amorce.**

1- En 2008, des militant(e)s issu(e)s des Verts se sont engagés dans un projet de regroupement à la suite de l'appel lancé par *Politis*. L'idée d'une Fédération rassemblant divers acteurs : communistes unitaires, alternatifs, écologistes, collectifs unitaires antilibéraux représentait un pas en avant dans la recomposition et l'espoir de contribuer utilement à l'émergence d'une nouvelle force de transformation sociale et écologiste. Les principes du pluralisme, de la double appartenance, de la recherche du consensus entre des traditions et des cultures diverses constituaient un élément essentiel dans l'idée de Fédération. Il s'agissait ainsi de démontrer dans la pratique qu'aucune organisation actuelle n'est à elle seule à même de constituer le noyau susceptible de constituer une alternative politique. De même, la méthode privilégiée a consisté à construire ensemble sans attendre de se mettre d'accord sur le projet et la stratégie en faisant le pari que les avancées communes relativiseraient les divergences existantes.

2- Sur cette base se sont tenus en fé-

vrier 2009 un meeting de lancement et une réunion nationale autour du projet de Fédération. Malgré le caractère un peu décousu de la préparation, nous avons ainsi pu vérifier qu'une dynamique existait tant au plan local que national. Des réunions de présentation se sont déroulées dans de nombreuses villes avec une participation significative de l'intérêt porté à la démarche par des

**Nous ne pensons pas qu'une force puisse s'abstraire de la société pour constituer un « îlot autogestionnaire » et bannir toute délégation de pouvoir.**

militant(e)s et des citoyen(e)s ne se retrouvant pas ou plus dans l'offre politique actuelle à gauche.

3- Malgré cet enthousiasme, des pesanteurs non négligeables ont néanmoins pu être constatées : même si « Eco-sol » et « AlterEkolo » se sont déclarées partie prenante de la Fédération, force est de constater qu'à ce stade peu de personnes se sont investies. Pour l'es-

sentiel seul quelques militant(e)s ou groupes sortis des Verts furent disponibles malgré des départs massifs ces deux dernières années. Le scepticisme constaté porte le plus souvent sur le manque de visibilité médiatique et l'absence de poids électoral. Dès lors la faiblesse du courant écologiste ne pouvait qu'avoir des conséquences en termes d'orientation. L'incapacité à adopter le sous-titre accordé lors du lancement – pour une alternative sociale et écologiste – au nom Fédération montre bien que pour nos partenaires l'écologie reste un élément de programme, certes important, mais en aucun cas une identité extérieure. L'idée de la nécessité de disputer aux Verts le monopole de l'écologie ne rencontre que peu d'adhésion dans une culture encore très marquée par les remises en cause au sein de la gauche traditionnelle.

Réticents dès le départ sur le projet en lui-même (ils auraient préféré la construction d'une organisation autogestionnaire plus délimitée), les Alternatifs conçoivent la Fédération pour l'instant plus comme un cadre d'information et de débat commun que comme ●●●



## Le point de vue d'Ecologie solidaire sur la recomposition de la gauche de gauche (suite)

●●● un premier pas vers le dépassement des structures existantes. A chaque étape du processus ils n'ont jamais renoncé à mettre en avant leur propre apparition ce qui ne peut qu'affaiblir l'idée d'un nouveau construit politique. A cet égard les négociations séparées pour les européennes sont une caricature de ce qu'il ne fallait pas faire, d'autant qu'au final, une fois de plus, ils en sont réduits à ne pas participer à une échéance électorale faute de trouver une majorité en leur sein pour une des options disponibles.

Une sensibilité forte demeure en particulier au sein de la CNCU pour faire du thème de la lutte contre les dérives de la forme-parti, des structures pyramidales, un axe essentiel de la Fédération. Sans sous-estimer cette dimension et instruits par l'expérience acquise chez les Verts, nous tendons plutôt à mettre l'accent sur les racines sociales et politiques des phénomènes de bureaucratisation. En outre, nous ne pensons pas qu'une force puisse s'abstraire de la société pour constituer un « îlot autogestionnaire » et bannir toute délégation de pouvoir. La question des formes internes est moins déterminante que les capacités d'intervention externes dans la société.

4- L'ensemble de ces difficultés s'est cristallisé autour de la question des européennes. Après l'échec des tentatives unitaires des présidentielles, législatives et municipales, il était temps de s'interroger sur le sens d'une campagne pour des listes « du PC au NPA ». Outre l'aspect purement propagandiste de l'opération (qui n'est pas toujours inutile), elle présente l'inconvénient de se focaliser sur une période, celle du « non » au TCE très différente de la conjoncture actuelle. Remarquons aussi que l'unité de la « gauche antilibérale » laisse de côté encore une fois le terrain de l'écologie et de l'espace occupé par les Verts. Enfin les velléités d'alliance avec le

NPA font l'impasse sur les divergences majeures avec cette organisation. La question de l'unité de toute la gauche et des écologistes autour d'un programme alternatif à la droite est aujourd'hui indispensable. Ce n'est pas en réalité la position des amis d'Olivier Besancenot. Pour eux toute avancée est impossible sans rupture totale et immédiate avec le capitalisme, ce qui empêche une apparition unitaire ayant un sens autre que purement protestataire. Au total le positionnement « l'unité sinon rien » adopté par la Fédération et ses diverses composantes s'est avéré sans doute utile localement en interpellant publiquement les autres forces politiques, mais n'a pas permis d'exister sur la scène nationale. Don-

### Faire naître une nouvelle organisation écologiste et alternative et unifier l'espace situé entre le PS et le NPA.

ner des leçons unitaires, tout en restant spectateurs, n'est pas un gage de réussite.

Cette leçon vaut y compris pour les écologistes. Notre présence chez les Verts, le soutien apporté dans le Sud-Ouest à la liste Bové, excluait toute possibilité d'aider la Fédération à peser sur le Front de Gauche, ce dernier étant surtout intéressé par une éventuelle présence écologiste. De même, la double appartenance au PC des communistes unitaires a encore compliqué les relations avec les éventuels partenaires de la Fédération.

Il est maintenant indispensable de tourner la page et de prendre en compte le caractère durable de la scène politique à gauche du PS telle qu'elle est en train de se structurer. Il faut choisir dans quel espace il devient prioritaire d'agir. Il serait suicidaire de reproduire jusqu'en 2012 des appels à l'unité qui ne trouvent que très peu d'écho au sein de la masse de la population.

5- Pour notre part, nous avons toujours conçu la Fédération comme une

structure transitoire, s'inscrivant dans une dynamique de rassemblement plus large. Depuis l'année dernière, plusieurs facteurs doivent nous conduire à accélérer le mouvement.

En premier lieu l'actualité sociale pose avec force la question du débouché politique et plus précisément des orientations sur lesquelles une gauche à vocation majoritaire pourrait se rassembler.

L'émergence du Parti de Gauche est venue occuper un espace déjà fortement encombré. Pour le plus grand nombre les différences avec la Fédération ne sautent pas aux yeux.

Face aux urgences du moment, l'heure n'est pas à la constitution d'un groupuscule supplémentaire, ni au repli sur des recherches théoriques aussi utiles soient-elles. Aussi nous souhaitons que la Fédération envisage son dépassement dans les mois qui viennent.

L'objectif à terme est de faire naître une nouvelle organisation écologiste et alternative et d'unifier l'espace situé entre le PS et le NPA. Au cours de l'année 2009, nous proposons que la Fédération engage un dialogue avec le PG pour explorer les possibilités de dépassement et de dynamique commune.

La Fédération doit aussi être présente sur le terrain de l'écologie politique. Elle s'adressera aux Verts ainsi qu'aux formations soutenant la décroissance pour étudier avec eux la possibilité de faire avancer l'idée d'une grande force écologiste et altermondialiste.

#### RECOMPOSITION DE LA GAUCHE DE GAUCHE : POURQUOI ? POUR QUOI ? COMMENT ?

Donnez votre point de vue dans **Cerises**. Adressez vos contributions à : [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

## DÉLICIEUX



### Beaux arts magazine n'a rien de subversif

Juste un mensuel qui informe et vulgarise – au bon sens du terme – l'art sous toutes ses formes. On lui doit des numéros spéciaux assez bien faits sur le design, la BD, la mode et toutes les grandes expos... Un genre de *Télérama* de l'art, en sorte.

Et cela fait 300 mois que ça dure.

Pour fêter ça, la revue a concocté un dossier substantiel qui interroge : « Qu'est-ce que la beauté ? » Ce dossier sera, bien sûr, l'occasion d'un parcours dans l'histoire... Mais pas dans l'espace. Le sujet est *de facto* cantonné à une question de culture occidentale. Une fois ce biais vu et critiqué, il reste à lire d'intéressantes pages. Par exemple, celles qui insistent sur les ruptures historiques dans la perception du beau, cours accéléré d'histoire de l'art assez bien fait. Par exemple encore, celles qui présentent l'approche contemporaine du beau : la notion n'a plus de sens absolu et est devenue essentiellement une construction de l'artiste et du spectateur. L'interview de Georges Vigarello, spécialiste du corps et auteur d'une histoire de la beauté est éclairante : la beauté féminine d'aujourd'hui suppose une liberté du corps, une authenticité de la personne... très loin des stéréotypes.

On retrouve cette évolution de la conception de la beauté dans un sondage réalisé pour l'occasion. Pour les Français, le beau n'est pas affaire de canon et de contemplation du sublime. Pour eux, est beau une promenade dans la nature, une relation sexuelle... Et, en fin de liste, regarder une œuvre d'art ! Les résultats du sondage sont en partie réjouissants... et en partie aussi inquiétants. Car quand les Français se prononcent sur les œuvres d'art, la convention reprend totalement le dessus. Unanimement jugés beaux : un vase chinois du XVIII<sup>e</sup> et un tableau de Van Gogh. Mais Picasso c'est plutôt beurk et l'abstraction de Rothko est archi-beurk. Bref, les Français hésitent à propos du beau entre l'ultraconvention et une certaine audace et modernité. ● CT

Beaux Arts magazine, Numéro 300, 6,80 €uros

## COCKTAIL

● **Université d'été des Alternatifs.** Elle se tiendra à Dunkerque du 3 au 9 juillet sous l'intitulé « Ruptures et autogestion ». L'Université combinera des séances plénières (« Une stratégie autogestionnaire », « Démocratie », « Ecologie », « Economie », « Luttés sociales »), des ateliers, des soirées thématiques (dont une table ronde des organisations politiques, « quelle politique de rupture ») et des moments festifs. De nombreux acteurs et organisations des mouvements sociaux sont invités. Information et programme en ligne sur [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)

● **Liberté sans condition pour Salah Hamouri!** Communiqué du Comité national de soutien à Salah Hamouri : « Depuis plus de quatre ans, Salah Hamouri, 24 ans, croupit dans une prison israélienne. Salah Hamouri est un jeune franco-palestinien de Jérusalem-Est occupée, condamné à 7 ans de prison sans aucune preuve de culpabilité.

● Son procès a vu l'annulation de plus de 20 audiences faute du moindre témoin se présentant à la barre du tribunal militaire chargé de le juger. Nous apprenons qu'au lieu d'une libération anticipée, en conformité avec le droit d'une remise de peine, il risque aujourd'hui d'être expulsé vers la France en juillet sans jamais pouvoir revenir en Palestine où vivent sa famille et ses amis. Salah Hamouri a été condamné par un tribunal militaire israélien installé en Cisjordanie occupée. Ce tribunal est illégal en son principe, ce qui devrait suffire à invalider cette condamnation aux yeux de la France. Cette situation que nous n'avons jamais acceptée est aujourd'hui à un moment crucial. Il peut et doit être libéré et retourner vivre chez lui à Jérusalem. Nous exigeons que soit enfin admise par les autorités françaises, en premier lieu par le Chef de l'État. Que les parents de Salah Hamouri, Franco-Palestinien, soient reçus à l'Élysée [...]. Que les autorités françaises, qui ont les moyens de l'obtenir, exigent la libération de Salah.

● En conséquence, face au danger d'une expulsion de Salah en lieu et place de sa libération possible et nécessaire, nous appelons à des initiatives multiples pour continuer à faire connaître le cas de notre jeune compatriote et faire aboutir ces exigences.

● Nous ne pouvons admettre en conscience que les simples règles du droit ne soient pas appliquées par Israël et ne soient pas exigées par la France pour un citoyen fran-

çais, égal aux autres ». Plus d'info sur le site [www.salah-hamouri.fr](http://www.salah-hamouri.fr)

● **Campagne internationale pour la libération de Mumia Abu-Jamal.** L'interpellation du président Barack Obama constituera le point fort d'une nouvelle campagne en faveur de Mumia, sous la forme d'une lettre-pétition. Journaliste noir américain, il a été condamné à mort en 1982. Accusé du meurtre d'un policier, il a toujours crié son innocence. Il est l'une des figures emblématiques du combat pour l'abolition universelle de la peine capitale, d'un continent à l'autre. Pour signer la pétition : <http://secure.mrap.fr/Signez-la-lettre-petition-a-Barack.html>

● **Le décret de trop.** C'est presque passé inaperçu et pourtant depuis le début de l'année, l'Etat français n'a plus le monopole de la délivrance des diplômes universitaires, baccalauréat compris. Sous couvert de la « sacro-sainte » convention européenne qui reconnaît l'ensemble des diplômes des Etats membres de l'UE, le Vatican a désormais toute légitimité pour reconnaître et valider les diplômes des étudiants de France engagés dans un cursus universitaire d'enseignement public... Un droit qui remet pleinement en cause les fondamentaux de la loi de 1905 visant la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cette décision relève directement du ministre des Affaires étrangères, un certain... Bernard Kouchner et s'ajoute aux nombreux coups portés à l'enseignement public : chute des effectifs des enseignants et autres personnels de l'éducation, politique du tout répressif avec émergence prochaine d'une brigade scolaire, apparition des portiques de sécurité aux abords des écoles, etc.

● **118, 218, 12...** Quelle est la suite logique ? Il ne s'agit pas d'une suite arithmétique mais des numéros qui participent de l'histoire des services de renseignements. Depuis la fin du monopole du célèbre « 12 », il faut appeler un premier numéro pour prendre connaissance du nouveau bon numéro qui vous conduira – enfin – vers les services de renseignements téléphoniques. Et pour revenir au bon vieux temps, pour revenir au système public du « 12 » les européennes tombent à point nommé. Jacques Généreux, candidat pour le Front de gauche sur la région Ouest, l'affirme : « Si je suis élu au Parlement européen, je rétablirai le 12 ». A bon entendre !